



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/704/Add.1
5 décembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
Point 113 de l'ordre du jour

RAPPORTS FINANCIERS ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS, ET RAPPORTS DU COMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes

Rapport du Secrétaire général

Additif

1. Au paragraphe 10 de sa résolution 47/211 du 23 décembre 1992, ainsi qu'au paragraphe 5 de sa résolution 48/216 B du 23 décembre 1993, l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général et aux chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies de présenter des rapports indiquant les mesures qu'ils auraient prises ou qu'ils envisageraient de prendre comme suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes, incluant notamment des calendriers d'application.

2. Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale la réponse du chef de secrétariat de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) concernant les recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur l'exercice clos le 31 décembre 1994¹.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément No 5D (A/50/5/Add.4).

ANNEXE

Mesures à prendre par l'UNITAR pour donner suite aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur l'exercice clos le 31 décembre 1994

Principales conclusions et recommandations	Mesures à prendre par l'UNITAR dans l'immédiat	Objectifs à moyen terme de l'UNITAR
L'UNITAR devrait adopter les procédures d'achat de l'ONU et suivre de plus près les dispositions du règlement financier et des règles de gestion financières de l'Organisation relatives à l'achat de biens et de services [par. 10 b)].	Des solutions ont été trouvées pour résoudre les problèmes signalés par les commissaires aux comptes. Sans préjudice de son autonomie, l'UNITAR est tenu de respecter les dispositions du règlement financier et des règles de gestion financières de l'ONU en matière d'achats, et peut bénéficier d'une aide de l'Office des Nations Unies à Genève.	Trouver des moyens de collaborer plus efficacement avec les services d'achat de l'Office des Nations Unies à Genève.
L'UNITAR devrait établir et soumettre chaque année les états de dépenses relatifs aux projets financés par le PNUD, afin que les recettes au titre de l'appui aux programmes puissent être comptabilisées rapidement [par. 10 a)].	L'Assistant administratif et financier de l'UNITAR s'est rendu à New York afin de rapprocher les comptes de projets de Genève et de New York. Un rapport définitif sur l'exécution des projets de 1992 à 1994 a ensuite été présenté au PNUD pour les trois projets en cours financés par le PNUD. Cela a permis à l'UNITAR de percevoir les recettes au titre de l'appui aux programmes auxquelles il avait droit depuis 1992.	L'UNITAR devrait recruter dès que possible un fonctionnaire de l'administration et des finances et le charger de rendre des comptes précis au PNUD en lui présentant chaque année, les 20 février, avril, juillet et octobre, les rapports sur l'exécution des projets et les rapports récapitulatifs sur les dépenses qu'il exige.
Un certain nombre de fonds "Dons à des fins spéciales" demeurent déficitaires (par. 13).	Le Conseil d'administration est catégorique sur ce point : les déficits enregistrés avant l'adoption de la résolution 47/227 feront partie des montants sur lesquels portera l'arrangement global concernant l'annulation de la dette de l'UNITAR en échange de la cession à l'ONU de biens appartenant à l'UNITAR.	Le Conseil d'administration sera de nouveau saisi de la question à sa prochaine session, au printemps 1996, au titre des décisions à prendre sur les questions financières.

- - - - -